Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Reaction-du-CADTM-au-remboursement-de-la-dette-argentine-et-bresilienne-a-u-FMI>

Réaction du CADTM au remboursement de la dette argentine et brésilienne au FMI

- Argentine - Économie - Dette externe -

Date de mise en ligne : mardi 20 décembre 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Comuniqué :

Le Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM) estime que la dette que le Brésil et l'Argentine ont décidé de rembourser par anticipation au FMI est "juridiquement odieuse" car contractée par des dictatures.

Le Brésil et l'Argentine ont décidé cette semaine de rembourser par anticipation la totalité de leurs dettes au Fonds monétaire international, d'un montant de respectivement 15,5 et 9,8 milliards de dollars.

Le CADTM "juge essentiel de rappeler que les dettes ainsi remboursées par ces deux pays entrent dans la catégorie des dettes odieuses", expliquant dans un communiqué que "le Brésil et l'Argentine ont connu au cours des dernières décennies des dictatures militaires violentes qui les ont menées au surendettement avec l'entier soutien du FMI".

"Les régimes ayant suivi la dictature ont bradé une grande part du patrimoine national pour rembourser la dette odieuse ainsi contractée", poursuit l'organisation, selon laquelle les nouvelles dettes contractées pour rembourser les anciennes sont à leur tour des dettes odieuses.

"En droit international", rappelle le réseau d'ONG, "si un régime illégitime ou dictatorial contracte une dette contraire à l'intérêt des populations, le régime qui lui succède peut la dénoncer. Elle est alors frappée de nullité et n'a pas à être remboursée : c'est une dette personnelle des anciens dirigeants au pouvoir".

En conséquence, le CADTM "demande aux dirigeants des pays du tiers monde de répudier leur dette, odieuse pour une large part, et de cesser d'appliquer des politiques d'ajustement structurel qui frappent de plein fouet les populations pauvres".

Le CADTM a raison.

Et même on pourrait ajouter que la solution argentine-brésilienne est une solution de "riches". Mais l'ONG belge devrait prendre en ligne de compte que les lois « internationales », les organismes « internationaux » et les dettes sont des ficelles que les pays victimes ne tirent pas.

Oui, il faut répudier la dette odieuse, son origine et aussi la méthode de s'en sortir. Mais les choix sont malheureusement : soit de payer ou de se condamner à être marginalisé du monde « international », parce qu'aucun échange n'est possible lorsqu'on est dehors, et cela tant que les pays du premier monde continuent à tirer bénéfices de cette structure presque mafieuse qu'ils sont eux-mêmes créés. La toile d'araignée est ainsi faite et c'est contre quoi il faut lutter, pas contre les solutions des pays « riches » qui seraient vite devenues perverses si elles n'étaient pas appliquées pas pour améliorer le sort de leur peuples au nom d'un juste idéal.

L'Argentine et le Brésil ont payé le prix de leur arrogance, du le « pourquoi pas nous » mais le G-20 est toujours là et la lutte continue.

Personne ne veut en Amérique latine subir le même cruel blocus dont souffre le peuple cubain, donc on paye, comme n'importe quelle ménagère le ferait avec un usurier. Les deux pays pris au piège se sont sectionnés une main mais cela les a libérés et de beaucoup de la toute aussi odieuse et humiliante pression du nord.

El Correo, 20 décembre 2005